

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chili-Le-secret-bancaire-de-Pinochet-et-les-paradis-fiscaux>

Chili : Le secret bancaire de Pinochet et les paradis fiscaux

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : jeudi 12 août 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

ATTAC

Santiago du Chili, juillet 2004

[Leer en español](#)

1.- Un rapport du sénat nord-américain a révélé qu'Augusto Pinochet a détenu plusieurs comptes en sa faveur à la Banque Riggs avec pour avoirs 8 millions de dollars, équivalents à plus de 5 milliards de pesos chiliens. C'est ainsi qu'a été mis à jour le fait que « la banque la plus importante de la ville la plus importante du monde » a violé les lois et les contrôles des États-Unis, en dissimulant aux autorités le nom du propriétaire de ces dépôts et en niant leur existence malgré la mise en demeure du juge Baltasar Garzón de congeler ces fonds transférés dans « un paradis fiscal ». L'hypocrisie des avocats de Pinochet a été ainsi démontrée en soutenant que l'ex-dictateur ne possédait pas de comptes bancaires hors du Chili.

2.- Le rapport du sénat des États-Unis dans une enquête qui recherchait les liens de cette banque avec le terrorisme a démontré le rôle de receleur et de complice que jouent de « prestigieuses » banques internationales et des territoires extrajudiciaires pour dissimuler le butin de tyrans, de politiciens corrompus, d'escrocs et d'entrepreneurs, de fraudeurs fiscaux ou de trafiquants de drogue. On savait déjà que la City Bank, l'une des plus grandes banques des États-Unis, avait accepté sans enquête préliminaire des fonds suspects du frère de l'ex-président mexicain corrompu Carlos Salinas, ainsi que de Vladimiro Montesinos, du péruvien Alberto Fujimori, de Carlos Menem -aujourd'hui établi au Chili pour échapper à la justice- et de l'ex-président nicaraguayen Arnoldo Alemán, dont les détournements ont été déposés dans des banques nord-américaines.

3.- La Banque Riggs a refusé de révéler le nom de Pinochet lors de contrôles successifs, en affirmant qu'il était un « professionnel en retraite réussie », qui avait travaillé et épargné toute sa vie pour sa retraite et qu'il descendait d'une famille de propriétaires terriens et de diplomates. Riggs a changé son nom et celui de sa femme, a mis son nom dans le secret de la banque et a créé les sociétés Ashburton Company Ltd, Ashburton Trust y Althorp Investment Co. Ltd, titulaires de comptes aux Bahamas, toutes fictives, dépourvues de bureaux et d'employés, représentées par des hauts fonctionnaires de la Riggs qui se sont offerts pour dissimuler l'argent de Pinochet. Il a été prouvé que les îles Bahamas, un territoire sous protection nord-américaine, « un paradis fiscal », libre de tout contrôle des lois nationales et internationales, joue le rôle de refuge de délinquants économiques.

4.- ATTAC, au niveau international, exige la disparition de ces paradis fiscaux, véritables cavernes d'Ali Baba, ce qui permettrait une meilleure transparence et la persécution des délits économiques. ATTAC plaide également pour que dans tous les pays soient adoptées des lois qui normalisent le crime d' « enrichissement illicite » et autres normes anti-corruption qui ont même été recommandées par l'OEA et d'autres organismes internationaux.

5.- ATTAC espère que les instructions judiciaires qui ont été entamées au Chili déterminent l'origine illicite du « patrimoine » de Pinochet, que les sanctions correspondantes soient appliquées et que l'Exécutif ne finisse pas par suspendre l'enquête comme l'a fait Frei avec les « pinochèques », en invoquant de mystérieuses « raisons d'état ». ATTAC propose que les biens qui seront confisqués à l'ex-dictateur soient destinés à indemniser les milliers de victimes que la répression de la dictature militaire qu'a dirigé ce criminel et ce corrompu a laissé.

ATTAC

► attac@attac.cl

► www.attac.cl

Post-scriptum :

Courtoisie du Comite Chile América Latina

chili.amer.latina@wanadoo.fr